

Extrait du
Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Identifiant juridique : BOI-IF-CFE-10-30-60-70-10/08/2022

Date de publication : 10/08/2022

**IF - Cotisation foncière des entreprises - Champ d'application -
Personnes et activités exonérées - Autres exonérations facultatives
temporaires - Zones franches d'activités ancienne génération en
Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion et à Mayotte**

Positionnement du document dans le plan :

IF - Impôts fonciers

Cotisation foncière des entreprises

Titre 1 : Champ d'application

Chapitre 3 : Personnes et activités exonérées

Section 6 : Autres exonérations facultatives temporaires

Sous-section 7 : Zones franches d'activités ancienne génération situées en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion et à Mayotte

L'article 19 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 a rénové le régime prévu à l'article 1466 F du code général des impôts (CGI) en créant, pour les impositions de cotisation foncière des entreprises (CFE) dues à compter de 2019, des zones franches d'activités « nouvelle génération » (ZFANG) dont les modalités d'application sont commentées au [BOI-IF-CFE-10-30-30-70](#).

Dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur de l'article 19 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, l'article 1466 F du CGI prévoyait, sauf délibération contraire de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) doté d'une fiscalité propre prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis du CGI, un abattement de CFE pour les établissements situés dans les zones franches d'activités (ZFA) ancienne génération en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion ou à Mayotte.

Compte tenu des dispositions du E du II de l'article 19 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, ce dispositif d'abattement de CFE en faveur des établissements situés dans les ZFA ancienne génération cesse totalement de s'appliquer pour les impositions de CFE dues à compter de 2021.



AVERTISSEMENT



Les commentaires contenus dans le présent BOI sont retirés à compter de la date de publication mentionnée ci-dessus. Pour prendre connaissance des commentaires antérieurs, il convient de consulter les versions précédentes de ce document dans l'onglet « Versions publiées ».